

L'économie politique d'une succession annoncée*

LA succession de Daniel Arap Moi à la tête de l'État kenyan est, depuis 1995, l'objet de toutes les attentions de la classe politique, de la presse, voire du pays tout entier. Une réforme constitutionnelle de juin 1992, qu'il a lui-même fait voter, empêche en effet l'aîné des chefs d'État d'Afrique orientale de briguer un nouveau mandat à la magistrature suprême en 2002. De plus, celui-ci a lui-même confirmé l'imminence de cette échéance en parlant ouvertement depuis janvier 1997 de l'héritage politique qu'il entend léguer au pays. Dès janvier 1997, Daniel Arap Moi, vraisemblablement soucieux d'éviter le scénario troublé qui le vit accéder au pouvoir, semblait même avoir mis en place sa propre stratégie de succession. Son conseiller de toujours, Nicholas Biwott, revenait au premier plan de la scène politique, entérinant la victoire de la KANU B, faction du parti au pouvoir qu'il dirigeait avec le vice-président George Saitoti et le ministre de l'Éducation Joseph Kamotho, sur la KANU A, menée par Simeon Nyachae, ministre de l'Agriculture, William Ole Ntimama, ministre du Gouvernement local et Kipkalya Kones, ministre d'État au secrétariat général à la présidence chargé de la sécurité intérieure.

Plus qu'une rivalité ethnique ou régionale, la division entre KANU A et KANU B recoupe l'opposition entre deux alliances politiques prêtes à prendre le contrôle du pays pour succéder au président. Dans le camp de la KANU B, une succession réussie ne peut être conçue sans l'implication des élites de la province centrale, héritières du régime Kenyatta et toujours détentrices de la majeure partie des richesses du pays. Sanctuaire d'origine de la population kikuyu, qui représente 20 % de la population kenyane, la Province centrale est en effet le poumon économique du pays,

* Cette étude est en partie le fruit d'une enquête réalisée lors d'une mission financée par le CERI en août 1997. Elle complète C. Thomas, « Le Kenya d'une élec-

tion à l'autre : Criminalisation de l'État et succession politique », *Les Études du CERI*, n° 35, décembre 1997, 28 p.

le lieu de production de la plus grande partie de ses cultures de rente (café, thé, horticulture) et la région d'origine de ses entrepreneurs les plus performants. Mais ce sont justement ces deux raisons qui justifient, pour la KANU A, l'exclusion des élites kikuyu de la succession. Celles-ci ont suffisamment bénéficié du régime Kenyatta et se sont de plus révélées des soutiens fervents de l'opposition au régime depuis 1990. C'est dans la Province centrale que le président Moi a en effet obtenu en décembre 1992 le score électoral le plus humiliant de sa longue carrière politique, moins de 3 % des voix, et jamais, depuis, l'hostilité manifestée à son encontre par les paysans caféiculteurs ou les habitants des bidonvilles de Nairobi n'a été démentie. La rationalité économique qui voudrait qu'une succession stable ne peut être organisée qu'en reformant l'alliance des différents détenteurs du pouvoir économique autour de la Présidence serait donc vouée, pour la KANU A, à un échec politique certain.

Le seul problème posé à Daniel Arap Moi au lendemain de sa réélection de décembre 1997 est que ce raisonnement tenu par les leaders de la KANU A s'est révélé être le bon. Malgré les millions de shillings distribués par les membres du Central Province Development Support Group (CPDSG) auprès des populations kikuyu, Daniel Arap Moi a obtenu moins de 5 % des voix dans la province centrale et pas un des candidats de la KANU n'y a été élu. La stratégie électorale mise en place par la KANU B a échoué lamentablement. Dès lors, depuis janvier 1998, la compétition pour la captation du poste de vice-président n'a jamais semblé aussi ouverte. Quotidiennement, les rumeurs font frémir le microcosme politico-financier de la *City* kényane et chaque geste du chef de l'État est interprété avec anxiété.

Placé devant le dilemme de sa propre succession, c'est sans doute l'un des paradoxes les plus fameux de l'histoire du pays, de voir le président courtiser des élites kikuyu tant combattues pour assurer la pérennité de ses avoirs et ceux de sa famille élargie. L'une des facettes de l'évolution politique récente du pays a été ainsi de voir l'héritier présumé du régime précédent, Njoroge Mungai, revenir au sein du comité exécutif national de la KANU pour mettre en place avec le secrétaire général du parti, Joseph Kamotho, la stratégie de réintégration des élites kikuyu dans le giron du pouvoir. La succession de Jomo Kenyatta au milieu des années 70 avait en effet déjà donné lieu à une bataille féroce (1). Les principaux membres de la famille élargie du président, rangé derrière son neveu et successeur présumé, le Dr Njoroge Mungai, s'étaient affrontés aux

(1) Sur cette première bataille voir notamment G. Dauch, D.-C. Martin, *L'héritage de Kenyatta. Succession et héritages politiques au Kenya (1975-1982)*, Paris, L'Harmattan-Presses universitaires d'Aix-Marseille, 1985.

décus du régime et à quelques ministres technocrates soutenant le vice-président de l'époque, Daniel Arap Moi. Njoroge Mungai devait succéder au *Mzee* pour garantir la pérennité des avoirs économiques de la « famille royale » (2). Daniel Arap Moi, qui avait également largement participé à la curée organisée depuis le milieu des années 60, n'était cependant pas considéré comme suffisamment sûr. Le « mouvement pour changer la constitution », qui était destiné à mettre fin à la procédure permettant au vice-président de succéder automatiquement au chef de l'État en cas d'incapacité ou de décès, échoua cependant, et Daniel Arap Moi devint en 1978 le second président du pays.

Deux décennies plus tard, c'est cette fois la famille Moi et ses proches alliés, placés au sein de l'appareil administratif et policier, qui sont incontournables. Très discrète voire totalement absente de la scène politique jusqu'à la fin des années 80, la famille élargie de Daniel Arap Moi a surgi depuis les élections de 1992 et s'est affirmée comme l'un des réseaux principaux de contrôle du pouvoir d'État. Son omniprésence est telle qu'elle semble désormais faire corps avec celui-ci et surtout avec le mode de gestion de l'économie du pays qu'elle a contribué à façonner pour ses propres bénéficiaires. Gideon, Philip, Jonathan ou Raymond Moi, les quatre fils du président, sont devenus des acteurs à part entière du jeu politique, bénéficiaires d'un héritage économique et financier dont ils doivent assurer la sécurité, symbole de celle de tout un régime. Ils sont entrés directement dans l'arène politique et se querellent déjà pour savoir qui succèdera au chef du clan tugen et reprendra le siège de Baringo central (3). Mais leur influence s'est surtout dessinée avec la révélation au Parlement en janvier 1997 de l'existence autour du président d'un « cabinet privé » (*kitchen cabinet*), le conseillant sur la gestion économique et politique des affaires du pays (4). Ce « cabinet privé » serait notamment composé de Gideon et Philip Moi, deux des fils du président, mais aussi de Mark Cheptabei Arap Too, un fils adoptif, *chairman* entre autres de Lonhro East Africa Ltd. et de la Kenya Farmers Association ; Hoseah Kiplagat, neveu, secrétaire de la branche locale de la KANU à Baringo et *chairman* de la Co-operative Bank ; et outre l'incontournable Nicholas Biwott, Joshua Kulei, neveu de Phile-

(2) Nicola Swainson, dans son étude sur le développement de l'entrepreneuriat au Kenya, a ainsi montré comment Udi Gecaga, l'un des beaux-fils de Jomo Kenyatta, à la tête de la branche locale de la multinationale Lonhro, son frère Betwell à la tête de celle de British-American Tobacco (BAT), Ngengi Muigai, le neveu du *Mzee*, placé chez Mackenzie Dalgety et Njenga Karume, le patron de la GEMA (Gikuyu, Embu, Meru Association), ont

pu user de leurs positions pour promouvoir les intérêts financiers de la « famille royale ». Cf. N. Swainson, *The Development of Corporate Capitalism in Kenya, 1918-1977*, Berkeley, University of California Press, 1980, pp. 202, 204-206, 262, 276-284, et NCCK, *Who Controls Industry in Kenya*, Nairobi, EAPH, 1968.

(3) *The People*, 9 février 1996.

(4) *The People*, 24 janvier 1997.

mon Chelagat, l'ami d'enfance du président, maire de Kabarnet. Joshua Kulei interviendrait au sein du « cabinet privé » en tant qu'intermédiaire privilégié avec les partenaires indiens du régime et gestionnaire attitré des avoirs du chef de l'État depuis la fin des années 80. D'autres neveux et nièces de Daniel Arap Moi sont également apparus comme des acteurs clefs de sa campagne électorale impliqués dans les négociations pour sa succession. Les plus actifs sont Reuben Chesire, ancien membre du gouvernement, posté à la tête de l'Industrial Development Bank ; sa sœur, Zipporah Kittony, élue présidente de l'organisation nationale des femmes, le Maendeleo ya Wanawake en 1995 ; Eric Kotut, l'ancien gouverneur de la Banque centrale, impliqué dans le scandale Goldenberg, qui dirige désormais la Kerio Valley Development Authority ; Gideon Toroitich, le directeur de l'Agricultural Finance Corporation ; mais aussi Musalia Mudavadi, l'ancien ministre des Finances, chéri de la communauté internationale, dont la mère était une sœur de Daniel Arap Moi, et Cyrus Jirongo, le très dynamique patron de la Youth for Kanu'92, associé d'affaires de Gideon et Philip Moi, qui a épousé il y a quelques années Caroline Kittony, l'une des filles de Zipporah. Ce réseau d'enfants, petits cousins, neveux et nièces peuple désormais la haute administration et les entreprises para-étatiques et se mobilise en permanence pour s'assurer que la succession n'entraîne pas sa chute.

Les liens étroits entre pouvoir politique et pouvoir économique donnent de plus à la question de la succession présidentielle une importance cruciale. La personnalisation avancée du pouvoir implique qu'un changement d'homme est souvent un changement de régime et donc de distribution directe de la richesse entre les membres de la classe politique. Pour leur survie économique, la famille Moi et ses associés kalenjin semblent beaucoup plus dépendants du pouvoir d'État que la famille Kenyatta et ses alliés kikuyu. Comme le souligne Michael Cowen et Scott McWilliam (5), en passant du régime Kenyatta au régime Moi, le Kenya est passé d'un État prébendier à un État prédateur. Alors que, dans les années 70, la protection et les opportunités offertes par l'État ont permis aux élites kikuyu de faire croître et fructifier un capital majoritairement investi dans l'économie productive, dans les années 80 et 90, c'est le pillage direct des ressources de l'État qui a permis à la famille Moi et aux élites kamatusa (Kalenjin, MAasaï, TURkana, SAmburu) de se constituer une base économique et financière. Ainsi, dans le contexte de la succession, il est remarquable que l'accumulation des élites kalenjin, dont la famille Moi est l'expres-

(5) M. Cowen, S. Mc William, *Indigenous Capital in Kenya. The « Indian » Dimension of the Debate*, Helsinki, Univer-

sity of Helsinki, Institute of development Studies, Interkont Books n° 8, 1996.

sion paroxystique, soit autant liée à la détention du pouvoir d'État, une caractéristique dont nous allons maintenant détailler les origines.

Les premiers pas de l'accumulation kalenjin

Plusieurs phases ont marqué l'établissement de la base économique et financière des élites kalenjin. Les premiers pas de cette accumulation ont été faits, bien évidemment, sous la colonisation, par les « éduqués », relais opportunistes du pouvoir, britannique (6). Daniel Arap Moi, ancien instituteur choisi en 1955 pour représenter la circonscription nord de la vallée du Rift ou Conseil législatif colonial en est l'archétype. Dans une certaine mesure, son parcours est représentatif de celui des autres élites kalenjin. Ancien leader de la KADU (Kenya Africa Democratic Union) devenu vice-président dès 1967, Daniel Arap Moi a tout d'abord participé au partage des terres blanches de la vallée du Rift. Il est devenu, comme tous ses congénères héritiers du régime Kenyatta, Njenga Karume ou Simeon Nyachae, un grand céréaliculteur dont les différentes propriétés dans les districts de Nakuru, Trans Nzoia et Uasin Gishu totalisent plusieurs centaines de milliers d'acres. Jusqu'en 1978, Daniel Arap Moi était également détenteur du portefeuille de ministre de l'Intérieur. A cette époque, la communauté indienne subissait les attaques les plus violentes des entrepreneurs kikuyu et convertissait ses avoirs commerçants en capital industriel. L'ancien vice-président, assisté déjà de Nicholas Biwott, a pu alors développer des liens étroits avec les entrepreneurs indiens, acceptant de délivrer protections politiques et passeports, en échange de participations dans les entreprises nouvellement créées (7).

L'arrivée au sommet de l'État ne permit pas immédiatement à Daniel Arap Moi de prendre le contrôle de la totalité de ses positions d'accumulation. Son accès au pouvoir avait été porté à bout de bras par deux grands ministres kikuyu de l'ancien régime, Mwai Kibaki et Charles Njonjo. Ceux-ci réussirent à défendre jusqu'au

(6) Cf. sur ce point les chapitres concernant les districts nandi et kipsigi de l'ouvrage classique de Gavin Kitching, *Class and Economic Change in Kenya: the Making of an African Petite-Bourgeoisie*, New Haven, Yale University Press, 1980.

(7) Sur cette conversion économique forcée par l'africanisation du commerce urbain, voir notamment C. Leys, *Underdevelopment in Kenya. The Political Economy of Neo-colonialism*, Nairobi, Heinemann,

1975, et D. Himbara, *Kenyan Capitalism, the State and Development*, Boulder, Lynne Rienner, 1992 ; pour une description détaillée de ce processus d'intégration des hommes politiques et hauts fonctionnaires non kikuyu dans les entreprises Indiennes, voir la confession de S. Nyachae dans D. Leonard, *African Successes: Four Public Managers of Kenya Rural Development*, Berkeley, University of California Press, 1991.

milieu des années 80 l'enracinement des élites de la province centrale au sein de l'administration, des entreprises para-étatiques et des multinationales. Ce fut paradoxalement la tentative de coup d'État d'août 1982 qui permit finalement à Daniel Arap Moi d'autonomiser son pouvoir de ses puissants alliés et de mettre en place sa propre alliance hégémonique. Charles Njonjo fut accusé d'avoir été l'un des organisateurs de la tentative de coup d'État, symbole d'une lente mais systématique « dékikuyisation » de l'appareil d'État, de ses entreprises et de ses diverses agences de développement (8).

Entre 1984 et 1986, plusieurs fleurons du capitalisme kikuyu passèrent ainsi entre les mains d'associations de capitaux réunissant Daniel Arap Moi, Nicholas Biwott et des hommes d'affaires indiens, dont trois des plus célèbres ont été Ketan Somaia, Diamond Lalji et Naushood Meralli. La chute politique de Charles Njonjo lui fit, par exemple, perdre le contrôle du producteur d'acier Steel Rolling Mills Ltd. Après une demande de remboursement de dettes contractées auprès de la Kenya Commercial Bank, l'entreprise fut mise en faillite et rapidement cédée à Lalji, puis intégrée dans son Premier Group. Le même scénario se reproduisit en 1985 avec l'East African Bags and Cordage Company. L'entreprise est tout d'abord fragilisée par des importations massives de produits à bas prix. Puis elle est mise en demeure par ses créanciers para-étatiques de payer ses dettes et est finalement revendue aux agents économiques proches du régime. L'East African Bags and Cordage devint finalement Premier Bags and Cordage et selon le même procédé, ce sont également les entreprises de Limuru Nile Pipes Ltd. et Unisacks Ltd. de Thika qui changèrent de main et devinrent Polypipes et Polysacks Ltd. (9). Ketan Somaia, commerçant originaire de Kisumu, fit, lui, ses premières armes au service du régime en rachetant à bas prix, après une bataille économique-judiciaire épique, la compagnie Madhupaper Ltd., qui avait été lancée en fanfare quelques années plus tôt par l'ami de Mwai Kibaki, l'entrepreneur de Murang'a, S.K. Macharia. Macharia voulait mettre fin au monopole des Indiens sur la production nationale de papier (10). Un autre fleuron du capitalisme kikuyu passait entre les mains d'alliés du Président. La fructueuse association entre des hommes d'affaires indiens d'origine modeste, mais désireux d'une ascension économique météorique, et la famille Moi était lancée.

Le développement exponentiel de la base économique présidentielle s'est cependant surtout précipité en 1986 avec la grande

(8) Cf. pour une analyse des étapes et des différentes dimensions économiques de cette bataille D. Throup, « The Construction and the Destruction of the Kenyatta State », in M. Schatzberg, éd.,

The political economy of Kenya, New York, Praeger, 1987, pp. 33-74.

(9) *The People* 24 janvier 1997.

(10) *Finance*, 13 mai 1997.

vague de désinvestissement des multinationales américaines du pays. Firestone Kenya Ltd., First American Bank of Kenya Ltd., Kobil, la filiale locale du géant pétrolier Mobil ; American Life Insurance Company (ALICO Kenya), Coca-Cola Kenya Ltd., Twentieth Century Fox Kenya Ltd., passèrent entre les mains d'associations de capitaux réunissant le président, sa famille et Nicholas Biwott (11). Cette fois, c'est Naushood Meralli et son groupe, Sameer Investment Ltd., qui furent les principaux artisans de cette expansion, représentant notamment Daniel Arap Moi dans la prise de contrôle de Firestone Kenya. Nicholas Biwott n'était pas en reste. Son groupe, Lima Ltd., créé en 1975 avec Daniel Arap Moi, devint après 1978 un géant économique et financier incluant notamment des parts majoritaires dans la Trade Bank, Middle East Bank, Prudential Assurance Company, les distributeurs pétroliers Kenol et Kobil gérés par son associé israélien Gaad Zevi, ABC Foods et le plus grand groupe de travaux publics d'Afrique de l'Est, HZ Construction Ltd. (12).

Cet empire industriel et financier s'est encore accru au début des années 90 avec la mise en place du processus de privatisation, ouvrant la troisième phase d'investissement du tandem Moi-Biwott dans l'économie productive. L'association entre Nicholas Biwott et Diamond Lalji est ainsi parvenue à acquérir quelques-unes des rares entreprises para-étatiques bénéficiaires lors de leur privatisation, dont la minoterie Nakuru Milling Corp. devenue Premier Flour Mills. De la même façon, Kenya Flourspar Company Ltd. a été vendue sous-évaluée à Metals Gems and Minerals Ltd., une société contrôlée par le beau-fils de Nicholas Biwott. La présence d'Esther Koimett, l'une des filles de Nicholas Biwott, comme adjointe du directeur du secrétariat au Parastatal Reform Programme Committee facilita sans aucun doute les transactions (13). Au total l'emprise des familles Moi et Biwott sur l'économie du pays est conséquente (cf. tableau 1).

En effet, aucun secteur d'activité n'a été laissé de côté. En quelques années, Daniel Arap Moi, Nicholas Biwott et leurs proches se sont positionnés parmi les plus gros opérateurs immobiliers et touristiques du pays (Regent Management, Block Hotels, Intercontinental, Diani Reef Hotel), les seuls distributeurs nationaux de produits pétroliers (Kobil-Kenol) et les détenteurs d'un véritable empire médiatique allant des radios libres (Capital FM), aux grands quotidiens (East African Standard Ltd.) aux sociétés de

(11) J. Robinson, « Kenya : les appétits s'aiguisent », *Politique africaine*, n° 25, mars 1987, pp. 115-120. Le caractère hautement politique des transactions effectuées est notamment illustré par la rapidité avec laquelle les multinationales américaines ont été payées en devise, alors que le

contrôle des changes limitait drastiquement les velléités de désinvestissement. Cf. *Africa Confidential*, vol. 28, n° 20, 7 octobre 1987.

(12) M. Cowen, S. McWilliam, *Indigenous Capital in Kenya*, op. cit., p. 193.

(13) *The People*, 18 juillet 1997.

service sur le web (Form-net). Cette puissance économique a fait du président le seul concurrent d'entreprises multinationales dans l'un ou l'autre secteur d'activité. Cependant, le paradoxe de cette accumulation considérable est qu'elle est celle d'une génération d'hommes politiques appartenant au passé. Membres de l'alliance hégémonique du régime Kenyatta, Daniel Arap Moi et Nicholas Biwott sont représentatifs d'un type de gestion du capital accumulé propre aux hommes politiques de cette génération, dont Simeon Nyachae est également un symbole. Les pratiques développées par les élites kamatusa arrivés au pouvoir à partir du milieu des années 80 sont toutes différentes. A l'instar de celles des fils du président, elles se fondent sur le pillage direct des ressources de l'État et le développement de la grande délinquance financière. Cette distinction entre deux types de pratiques illustre une évolution chronologique. Elle ne signifie pas que « la génération des pères » ne participe pas à ce pillage organisé. Elle signifie seulement qu'à la fin des années 80, l'État kényan est devenu à grande échelle un État prédateur, signe du passage à des pratiques politico-économiques beaucoup plus destructrices et dommageables pour le pays.

L'explosion de la prédation

Cette explosion de la prédation directe sur les ressources de l'État a plusieurs origines. Nous avons déjà signalé ses origines macro-économiques. Ses origines strictement politiques sont liées à l'évolution de la structure même du régime. Après avoir finalement pris le contrôle du parti unique de l'appareil d'État (1985), Daniel Arap Moi a construit un régime politique où la seule règle de longévité est devenue la fidélité à sa personne. Il a de plus entretenu le renouvellement accéléré des membres du gouvernement, ruinant la possibilité de constitution de bases de pouvoirs indépendantes du sien, mais entraînant par ailleurs l'activisme prédateur débordant de ses ministres. Conscients du caractère éphémère de leur position au sein de l'État, ceux-ci se mirent à piller les ressources publiques aussi vite que possible. De plus, depuis 1993, les mesures prises par le ministre des Finances, Musalia Mudavadi, pour mettre en place l'ajustement structurel ont radicalement modifié les capacités de l'État de délivrer les prébendes à ses soutiens politiques. La plupart des secteurs agricoles ont été libérés de la tutelle des agences de commercialisation datant de l'indépendance et les privatisations ont été engagées de gré ou de force. Quels que soient les nombreux détournements politiques dont ces mesures ont pu faire l'objet, les capacités de l'État de fidéliser ses

Tableau 1 : PRINCIPALES SOCIÉTÉS RÉPUTÉES CONTRÔLÉES PAR LES FAMILLES MOI ET BIWOTT (14)

Automobile <i>Marshalls Kenya Ltd. (15)</i> <i>Ryce Motors Ltd. (16)</i> <i>Firestone Kenya Ltd.</i> <i>Kingsways Tyres and Automart Ltd. (17)</i> <i>Car track Ltd.</i> <i>CMC Motors group</i> <i>Simba Colt Motors Ltd.</i>	Tourisme <i>Blocks Hotels Ltd.</i> <i>Grand regency Hotel</i> <i>Inter-continental Hotel Ltd.</i> <i>Diani Reef Hotel</i> <i>Hard-Rock Café restaurants</i>
Horticulture et agro-alimentaire <i>Unga Group Ltd.</i> <i>Coca-Cola Kenya Ltd.</i> <i>Premier Flour Ltd.</i> <i>Bidco oil and soap</i> <i>Kenya Wine Agency Ltd.</i> <i>The Ostrich Farm</i> <i>Karen Roses</i> <i>Sian Roses</i> <i>Simba Commodities Ltd.</i>	Finance et assurance <i>Lima Ltd.</i> <i>Transnational Bank Ltd.</i> <i>First American Bank of Kenya Ltd.</i> <i>Commercial Bank of Africa Ltd.</i> <i>CFC Bank Ltd.</i> <i>Equity stock brokers</i> <i>Heritage insurance Company Ltd.</i> <i>Alico Kenya Ltd.</i>
Production industrielle et construction <i>Kobil (distribution de carburant)</i> <i>Kenol (distribution de carburant)</i> <i>Eveready-Energizer (piles)</i> <i>Sadoline paints (EA) Ltd.</i> <i>Polypipes Ltd.</i> <i>Polysacks Ltd.</i> <i>Premier Rolling Mills</i> <i>Premier bags and Cordage</i> <i>HZ Ltd.</i> <i>Kenya Cement Agency Ltd.</i> <i>Mugoya Constructions Ltd.</i>	Immobilier et services <i>Riverside Park</i> <i>Yaya Centre</i> <i>Regent Management Ltd.</i> <i>Sielei properties Ltd.</i> <i>Sielei securities Company Ltd.</i> <i>Twentieth Century Fox Kenya Ltd.</i>
Transports et dédouanement <i>Signon Freight Ltd.</i> <i>Air Kenya Ltd.</i> <i>Simba Airlines</i>	Médias <i>Standard Newspaper Ltd.</i> <i>Kenya Television Network</i> <i>Stellavision</i> <i>Stellascopie printing press</i> <i>Form-net Africa Ltd.</i> <i>Magnet media Services (Capital FM)</i>

soutiens s'en sont trouvées drastiquement réduites. La charge des entreprises para-étatiques sur le budget de l'État a été ainsi ramenée de 2,25 milliards de shillings kényans en 1992 à 500 millions de shillings en 1996 (1 FF = 10 Ksh). Et 159 entreprises para-étatiques ont été privatisées sur un total de 207 prévues (18). Cette tendance a incité les hommes du régime à multiplier les pratiques

(14) Cf. *Finance*, 15 août 1997 et 3 novembre 1997, *The People*, 24 janvier 1997, *The Business Chronicle*, 7 novembre 1997.

(15) Concessionnaire exclusif et usine d'assemblage des véhicules Peugeot.

(16) Concessionnaire exclusif des véhicules Daihatsu.

(17) Revendeur exclusif des pneus Michelin.

(18) *The Daily Nation*, 2 décembre 1997.

frauduleuses pour trouver les moyens d'entretenir leur clientèle ou de mobiliser leurs troupes en période électorale. A nouveau, ce sont des hommes d'affaires indiens qui se sont illustrés comme les plus performants pour organiser la fraude fiscale et les détournements de fonds des grandes agences d'épargne du pays (sécurité sociale, caisse de retraite) et la presse d'opposition n'a pas manqué de dresser le palmarès de leurs activités, d'autant que les fils du président Moi ou Joshua Kulei sont apparus comme leurs protecteurs privilégiés.

Si le père spirituel des escrocs indiens kényans est sans aucun doute le patron du groupe Delphis, Ketan Somaia, la palme d'or toute catégorie de l'escroquerie revient cependant à Kamlesh Pattni, le principal accusé du scandale Goldenberg. En novembre 1990, le vice-président et ministre des Finances, George Saitoti, a autorisé le versement d'une compensation pour des exportations d'or et de pierres précieuses à Goldenberg International, société dirigée par l'homme d'affaires indien Kamlesh Pattni. La Banque centrale kényane versait en effet à cette époque, marquée par le contrôle des changes, des compensations financières aux sociétés faisant gagner des devises au pays. Ces compensations pouvaient aller jusqu'à 12,5 % de la valeur des gains effectués en devises. La valeur des pierres effectivement exportées ne dépassait pas 9,4 millions de shillings. Pourtant plus de deux milliards de shillings kényans furent versés par le gouverneur de la Banque centrale, le neveu du président Eric Kotut, à Goldenberg International via sa filiale, l'Exchange Bank. De plus, entre mars et mai 1993, les comptes de Goldenberg International auprès de l'Exchange Bank, la Postbank, la Pan African Bank et la Delphis Bank de Somaia furent à nouveau approvisionnés par des versements de la Banque centrale pour des compensations fictives. Au cours de l'année 1992, année électorale, ces quatre banques politiques versèrent 60 millions de dollars US à la Youth for Kanu'92 dirigée par l'un des petit-neveux du président, partenaire en affaires de ses fils, Cyrus Jirongo (19). Le scandale Goldenberg est saisissant par son ampleur. Au total, l'équivalent de 600 millions de dollars US ont été détournés pendant trois ans. Mais, comme dans bien d'autres pays africains, l'une des évolutions des années 90 au Kenya a été l'explosion de la fraude financière et douanière au quotidien (20).

(19) Cf. la synthèse présentée dans M. Cowen, S. Mc William, *Indigenous Capitalism*, op. cité, pp. 183-184.

(20) Cf. pour un tableau de cette évo-

lution, J.-F. Bayart, S. Ellis, B. Hibou, *La criminalisation de l'État*, Paris, Éditions Complexes, 1997.

Tableau 2 : LES 15 PLUS CÉLÈBRES ESCROCS INDIENS LIÉS AU « CABINET PRIVÉ » IDENTIFIÉS PAR LA PRESSE D'OPPOSITION.

Nom	Companies et activités	Protections et liens politiques
Ketan Somaia	<i>Sociétés</i> : Delphis Group, UTC, Hertz Car Hire, Equatorial Bank. <i>Activités</i> : Ketan Somaia est le père spirituel des escrocs indiens liés au régime. Il s'est illustré dans la surfacturation de contrats multiples avec le gouvernement depuis le milieu des années 80. Il a désormais délocalisé son groupe Delphis à Dubaï et sévit également en Afrique du Sud.	Joshua Kulei, George Saitoti, Nicholas Biwott, Simeon Nyachae
Kamlesh Pattni	<i>Sociétés</i> : Goldenberg International Ltd. ; Uhuru Highway Devpt. Ltd. <i>Activités</i> : Spécialiste du détournement de fonds de la Banque centrale, Kamlesh Pattni a réussi à obtenir 600 millions de dollars de compensation en devises pour des exportations fictives de pierres précieuses.	Abraham Kiptanui, Eric Kotut, George Saitoti, Gideon Moi
Depaak Kamani	<i>Sociétés</i> : Kamsons Ltd. <i>Activités</i> : Importations surfacturées de Jeep Mahindra pour la police et intermédiaire privilégié du département de la Défense.	Joshua Kulei ; Musalia Mudavadi, Wilfred Kimalat (directeur de cabinet du secrétariat général à la Présidence en charge de la sécurité intérieure).
Mukesh Gohil	<i>Sociétés</i> : Bullion bank ; Paramount bank ; Giant Holdings Ltd. ; Otis elevators ; Monarch Insurance. <i>Activités</i> : Opérations immobilières frauduleuses avec le <i>National Social Security Fund</i> .	Gideon Moi
Ajay Shah	<i>Société</i> : Trust Bank Ltd. <i>Activités</i> : Poulain de Ketan Somaia, Ajay Shah a fait en moins de dix ans de la Trust Bank l'un des plus grosses banques d'affaires de la région opérant au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie continentale et à Zanzibar.	Joshua Kulei, Nicholas Biwott.
Sailesh Navratillah Patel	<i>Sociétés</i> : Unimed Supplies Ltd. ; Korea Green Cross Corp. ; Vulcan Ltd. ; Kenomar ; China Miheco ; China Medical Supplies ; Apotex ; Smith and Nephew. <i>Activités</i> : Importations surfacturées de produits pharmaceutiques pour le ministère de la Santé.	Hoseah Kiplagat, Michael Ole Tanju (secrétaire particulier de l'ancien vice-président George Saitoti)

Raju Sanghani	<i>Sociétés</i> : Raju Estate Agency (immobilier, Twiga Towers) ; Guilders bank ; Real Motors Co. <i>Activités</i> : Opérations immobilières et importation hors taxe de voitures de luxe.	John Lokorio (secrétaire-général adjoint au palais présidentiel)
Harban Singh	<i>Activités</i> : Travaux publics, opérations immobilières (View Park Towers).	Joshua Kulei, George Saitoti
Ashook Mediratta	<i>Sociétés</i> : Victoria Industries ; Hutchings Biemer Ltd. <i>Activités</i> : Importations hors taxe de mobilier de luxe, opérations immobilières.	Joshua Kulei ; Philip Moi
Naushood Meralli	<i>Sociétés</i> : Sammeer Group ; Sammeer Industrial Park. <i>Activités</i> : finance et productions industrielles	Joshua Kulei ; Nicholas Biwott ; George Saitoti
Sunil Behal	<i>Société</i> : Krishan Behal and Co. contractors. <i>Activités</i> : Travaux publics.	George Saitoti, Gideon Moi
Rashid Sajjad	<i>Société</i> : Bawazir Fruits processing Ltd. <i>Activités</i> : Importations et distribution hors taxe de denrées alimentaires.	Mark Too, Abraham Kiptanui, Joshua Kulei
Hayer Singh Bishan	<i>Activités</i> : Travaux publics surfacturés dans province de l'Ouest.	Amos Wako, Musalia Mudavadi
Harish Devani	<i>Activités</i> : Immobilier (Shimmers Plaza), importation de denrées alimentaires (sucre).	Hoseah Kiplagat
Manish Shah	<i>Société</i> : Kingsway Motors (Daewoo, Michelin). <i>Activités</i> : importations hors-traxe de voitures de luxe.	Gideon Moi, Franklin Bett

Sources : *The People* 24/1/97 ; *Finance* 15/9/98 ; *Finance* 16/02/98 ; *The Post on Sunday* 1/02/98 ; *The Post on Sunday* 1/03/98 ; *The Business Chronicle*, 25/04/97 ; *The Daily Nation*, 6/02/98.

Rashid Sajjad, surnommé par la presse « *sugar daddy* », est devenu le trafiquant de denrées alimentaires le plus célèbre du pays. Soupçonné d'avoir commercialisé illégalement plus de 60 000 tonnes de sucre en transit pour la ville de Mwanza en Tanzanie, il n'en a pas moins été nommé à nouveau au Parlement en janvier 1998. Son association avec Joshua Kulei le protège de tout. En juillet 1997, il est réputé avoir obtenu le limogeage du commissaire des douanes, Samuel Chebii, qui prétendait vouloir lui faire payer la TVA sur les importations de sucre qu'il avait illéga-

lement distribuées (21). Le commerce du sucre comme celui des autres denrées alimentaires est extrêmement lucratif. En 1997, la production nationale n'a atteint que 398 000 tonnes alors que les besoins du pays étaient de 580 000 tonnes : un déficit de 182 000 tonnes évalué à 6,8 milliards de shillings, que se sont empressés de combler les hommes politiques et leurs intermédiaires indiens par des importations frauduleuses. Bawazir and Co. Ltd., la société d'import-export de Mohamed Bawazir et Rashid Sajjad, domine non seulement le marché des importations de sucre mais aussi de la plupart des autres denrées : maïs, noix de cajou, huiles végétales, pâtes, pneus, produits pétroliers, etc. (22).

Outre la fraude douanière, les proches de Daniel Arap Moi se sont également illustrés dans la fraude financière et la spéculation immobilière. Cet investissement des élites kamatusa dans le secteur financier s'est développé dramatiquement à partir de 1989, date à laquelle la plupart des banques kikuyu avaient été liquidées (23). Associé à Sunil Behal, Mukesh Gohil ou Manish Shah, Gideon Moi, qui est représentatif de ces nouvelles générations de leaders politiques aux appétits féroces, est devenu l'un des grands opérateurs locaux pour l'importation et la distribution hors taxe de voitures de luxe, la revente aux entreprises para-étatiques de terrains à des prix dix fois supérieurs à leur valeur d'achat ou la surfacturation de construction d'immeubles dans le centre ville de Nairobi. Son frère Raymond a été également impliqué dans des opérations similaires. Quatre entreprises para-étatiques (dont le National Hospital Insurance Fund et la National Oil Corporation) ont perdu près de 6 millions de dollars US placés auprès de l'Heritage Bank après sa mise en liquidation par la Banque centrale en septembre 1996. La banque avait accordé des prêts sans garanties à quatre compagnies débitrices dont deux, Sapphire Investment Ltd. et Simba Airlines, appartiennent à deux de ses propres directeurs, Sanjivan Ruprah et... Raymond Kipruto Moi. Ce dernier voulait ouvrir un service de navette avec sa compagnie Simba Airlines entre le nouvel aéroport d'Eldoret et Nairobi (24).

La fraude financière et les malversations bancaires se sont développées à tel point à Nairobi que le gouverneur de la Banque centrale, Micah Cheserem, a dû établir un fond de protection des épargnants, afin de les protéger des conseils d'administration de leurs institutions financières. En 1992, le Kenya comptait 30 banques commerciales, environ 60 institutions financières non bancaires et une centaine de maisons d'épargne (*building societies, hire-purchase companies, etc.*) (25). En 1997, au moins 16 banques étaient sous les fourches caudines de la Banque centrale en raison de leur implication dans des

(21) *The Sunday Nation*.

(22) *Finance*, 15 avril 1998.

(23) M. Cowen, S. Mc William, *Indigenous Capitalism, op. cit.*, p. 176.

(24) *The East African*, 16 sept. 1996.

(25) M. Cowen, S. Mc William, *Indigenous Capitalism, op. cit.*, p. 176.

transactions illicites et de l'absence de garanties pour les prêts qu'elles ont accordés à des hommes du régime. Seules quatre institutions (Barclays Bank, Standard Chartered, Kenya Commercial Bank et Kenya National Bank) centralisent 81 % des dépôts ; 47 autres banques se partagent les 19 % restant. La plupart n'ont aucune raison d'exister si ce n'est le détournement des fonds qui y sont placés par des entreprises para-étatiques ou les caisses de sécurité sociale et de retraite (26). Au sommet de la liste des banques dites « politiques » se trouvent toutes les institutions associées à des hommes d'affaires indiens proches de la famille Moi dont Ajay Shah (Trust Bank), Raju Sanghani (Guilders Bank) ou Mukesh Gohil (Bullion Bank).

Une seule garantie pour la succession

Dans un contexte politique où la structure du pouvoir est intimement liée à une hégémonie économique et à la reproduction de pratiques semi-mafieuses, l'ouverture politique que pourrait signifier la succession de Daniel Arap Moi est ainsi bien limitée. L'expérience de 1978 a sans aucun doute servi d'exemple au président et à ses proches. Un changement de régime signifie nécessairement une perte de protection politique qui pourrait même ici se traduire par des poursuites judiciaires. Mais les investissements de Daniel Arap Moi ou Nicholas Biwott dans l'économie productive sont moins représentatifs des pratiques économiques de l'alliance kamatusa que celles de Gideon, Philip, ou Raymond Moi. De par leur fragilité financière et les risques qu'ils courent en cas de changement radical de régime, le gros des troupes de l'alliance kamatusa, qui dépend de l'économie frauduleuse, s'est mobilisé derrière la KANU A et rejette tout retour de l'élite kikuyu au pouvoir. Il est cependant peu probable que Moi, l'entrepreneur, modifie véritablement ses plans pour l'organisation de sa propre succession. Quel que soit le revers électoral subi par la KANU B lors des dernières élections générales, les maigres concessions faites aux représentants de la KANU A, comme l'accès de Simeon Nyachae au poste de ministre des Finances, sont à terme autant de cadeaux empoisonnés. Les augmentations d'impôts dont a déjà dû se rendre responsable Simeon Nyachae et la situation économique critique qu'il doit désormais gérer en font un bouc émissaire idéal pour des sacrifices à venir. La seule garantie de la succession de Daniel Arap Moi est sans aucun doute celle d'un scénario déjà annoncé.

Chris Thomas
CREPAO, Pau

(26) Economist Intelligence Unit, *Kenya country report*, 1st Quarter 1997.